

M. le Président, s'il est une chose que les événements récents ont bien mis en lumière, c'est que la démocratie et la liberté sont des éléments indispensables à l'édification d'une structure de sécurité coopérative pour l'ère nouvelle dans laquelle nous nous engageons. En Europe centrale et de l'est, en Amérique latine, en Asie et dans certaines régions de l'Afrique, nous assistons à une nouvelle prise de conscience de la nécessité de la démocratie, parce que la démocratie fonctionne. Ce n'est pas là la victoire d'une idéologie sur une autre, mais plutôt celle du bon sens.

La démocratie permet aux gouvernements d'évaluer et de refléter les besoins de leur société. Elle permet aux individus d'exprimer leur point de vue et d'exploiter leurs talents. La démocratie et le développement vont de pair puisque c'est le marché ouvert qui entretient la prospérité et qui mène presque toujours à la démocratie.

La démocratie limite le conflit qui résulte inévitablement de la répression. La démocratie est flexible, et parce qu'elle est flexible, on ne peut la briser. En fin de compte, la démocratie c'est la politique du pragmatisme et celle de la sécurité.

C'est parce que nous croyons que la démocratie contribue à assurer la sécurité que nous avons proposé la création d'une Unité pour le développement démocratique dans le cadre de l'Organisation des États américains, proposition qui a d'ailleurs été acceptée. C'est cette même croyance qui a poussé le Canada à présenter à la CSCE des propositions portant sur les droits de l'homme qui renforcent la primauté du droit et les droits des minorités partout en Europe. C'est encore à cause de cette croyance que le Canada a contribué, bilatéralement et au sein du Commonwealth, au dialogue visant à rétablir la démocratie et au prélude aux discussions constitutionnelles en Afrique du Sud. C'est pourquoi le Canada se félicite de la décision prise par l'OUA en juillet de sanctionner une nouvelle Charte portant sur la démocratie et le développement, et pourquoi nous avons soutenu financièrement la Conférence qui a donné naissance à ce document. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons offert notre aide à l'occasion des élections qui se sont déroulées cette année à Haïti, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Namibie et au Nicaragua.

Le Canada estime que cette organisation a un nouveau rôle à jouer en encourageant le développement de la démocratie. Je crois que cette Assemblée peut jouer un rôle de catalyseur et renforcer à la fois la démocratie et la sécurité en favorisant la coopération entre les diverses organisations régionales par l'échange d'information et une meilleure coordination et en soutenant les nombreux efforts récents des États membres en vue d'affermir la démocratie.

M. le Président, je pense qu'il serait utile à l'avenir d'adopter les lignes directrices suivantes pour diriger nos efforts